



Formation des Conseillers Prud'hommes CFE CGC

20 et 21 novembre 2024

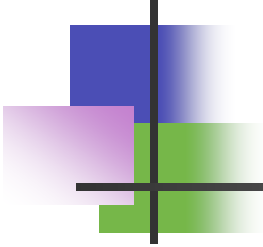
Me Thierry THAVE

Avocat Spécialiste en Droit du Travail

Barreau de Clermont-Ferrand

65 Bd François Mitterrand - 63000 CLERMONT-
FERRAND

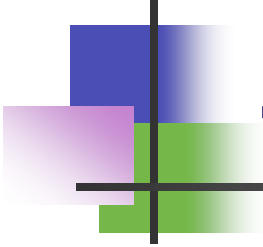
04 73 19 19 10 - cabinet.thave@orange.fr



SOMMAIRE

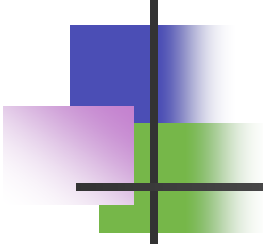
- I – Discrimination
- II – Manquements de l'employeur
- III – Congé parental
- IV – Clause de non-concurrence
- V – Licenciement
- VI – Préavis

ACTUALITÉS JURISPRUDENTIELLES

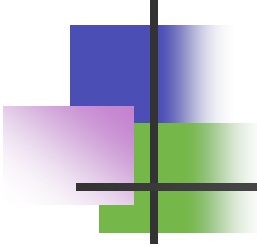


I- Discrimination

Actualités jurisprudentielles (suite)



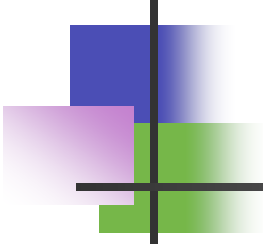
- Refuser la nouvelle identité de genre d'une salariée est discriminatoire (CPH ANGERS 24-6-2024 N° 23/00342)
- Un motif économique de licenciement non établi n'est pas un élément étranger à toute discrimination (cass. soc. 10-7-2024 n° 22-16.805)



ACTUALITÉS JURISPRUDENTIELLES

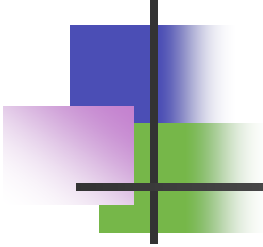
II. Manquements de l'employeur

Actualités jurisprudentielles (suite)



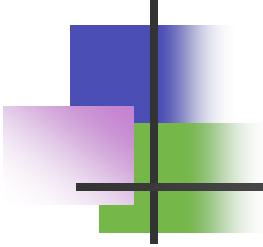
- Quand les manquements de l'employeur causent nécessairement un préjudice au salarié
 - Depuis 2016, la cour de cassation a abandonné sa jurisprudence dite « du préjudice nécessaire »
 - Exceptions :
 - Perte de façon injustifiée de son emploi par le salarié

Actualités jurisprudentielles (suite)



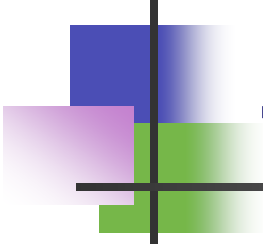
- Dépassement de la durée quotidienne maximale du travail
- Non-respect du repos journalier entre 2 services prévus conventionnellement
- Non-respect des temps de pause quotidien (cass. soc. 4-09-2024, n° 23-15.944)
- Travail pendant le congé maternité (cass. soc. 4-09-2024, n° 22-16.129)

Actualités jurisprudentielles (suite)



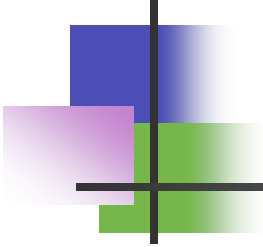
- En revanche, une preuve est toujours nécessaire :
 - Défaut de visite médicale de reprise suite à congé maternité (cass. soc. 4-09-2024, n° 22.16-129)
 - Défaut de visite médicale de reprise suite à un classement en invalidité de seconde catégorie (cass. soc. 4-09-2024, n° 22-23.648)

ACTUALITÉS JURISPRUDENTIELLES



III. Congé parental

Actualités jurisprudentielles (suite)

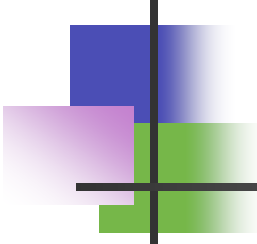


- Un retard dans la demande de congé parental ne justifie pas son refus ou son report (cass. soc. 18-9-2024 n° 23-18.021)

ACTUALITÉS

JURISPRUDENTIELLES

IV CLAUSE DE NON-CONCURRENCE



ACTUALITÉS JURISPRUDENTIELLES (SUITE)

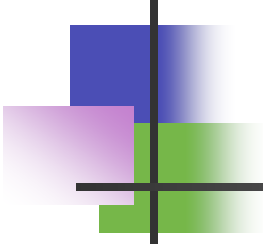
- Résiliation judiciaire infirmée en appel : l'employeur ne peut pas récupérer l'indemnité de non-concurrence (cass. soc. 4-9-2024 n° 23-15.944)
- Le point de départ des délais de prescription en matière de clause de non-concurrence est précisé (cass. soc. 2-10-2024 n° 23-12.844)

ACTUALITÉS

JURISPRUDENTIELLES

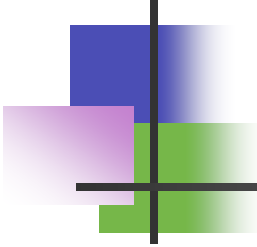
V LICENCIEMENT

Actualités jurisprudentielles (suite)



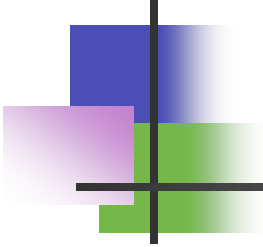
- Rupture amiable dans le cadre d'un PSE : le salarié ne peut pas contester le motif économique (Cass. soc. 26-6-2024 n° 23-15.498)

Actualités jurisprudentielles (suite)



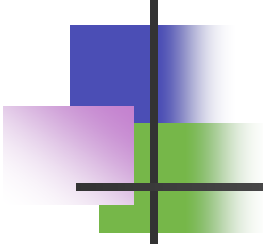
- Télétravailler depuis l'étranger sans autorisation peut justifier un licenciement pour faute grave (CPH Paris 1-8-2024 n° 21/06451)
- CSP : l'information du salarié sur le motif de rupture par un compte rendu de réunion du CSE n'est valable que s'il précise l'incidence des difficultés économiques sur l'emploi (cass. soc. 11-9-2024 n° 22-18.629)

Actualités jurisprudentielles (suite)



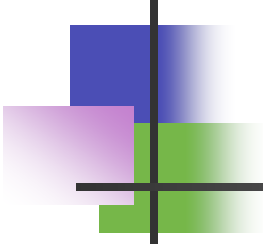
- Une salariée ne peut pas être licenciée pour faute grave en raison de faits imputés à son compagnon (cass. soc.11-9-2024 n° 23-15.406)
- Envoyer des blagues sexistes avec sa messagerie professionnelle, une liberté fondamentale du salarié ? (cass. soc. 25-9-2024 n° 23-11.860)

Actualités jurisprudentielles (suite)



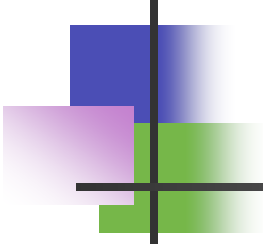
- Un fait de la vie personnelle ne relève pas nécessairement de l'intimité de la vie privée (cass. soc. 29-9-2024 n° 22-20.672)
- Une offre de reclassement préalable n'est pas ferme si un entretien de recrutement est prévu (cass. soc. 11-9-2024 n° 23-10.460)

Actualités jurisprudentielles (suite)



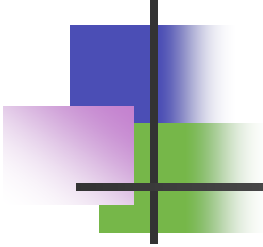
- Le juge est tenu de se prononcer sur l'imputabilité de la rupture du contrat de travail (cass. soc. 18-9-2024 n° 23-13.069)
- Le licenciement verbal du salarié déclaré inapte avec dispense expresse de reclassement est abusif (cass. soc. 18-9-2024 n° 22-24.363)

Actualités jurisprudentielles (suite)

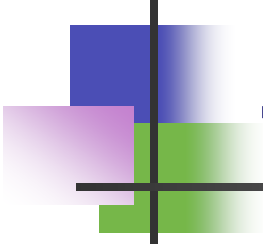


- La violation du secret professionnel justifie un licenciement pour faute grave (cass. soc. 11-9-2024 n° 22-13.531 et n° 22-13.532)
- Si l'offre de reclassement est imprécise, le licenciement économique est abusif (cass. soc. 23-10-2024 n° 23-19.629)

Actualités jurisprudentielles (suite)



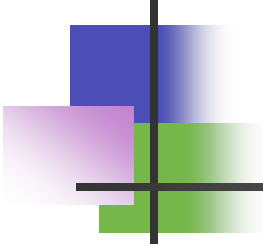
- Quelle indemnisation pour la salariée enceinte qui ne demande pas sa réintégration ? (cass. soc. 6-11-2024 n° 23-14.706)



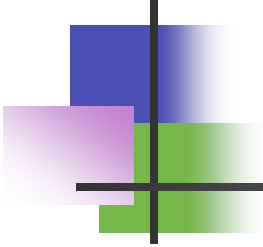
ACTUALITÉS JURISPRUDENTIELLES

VI PRÉAVIS

Actualités jurisprudentielles (suite)

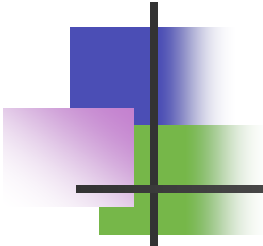


- Pas d'indemnité de préavis pour le salarié qui a refusé un changement de ses conditions de travail (cass. soc. 23-10-2024 n° 22-22.917)



Conclusion

- Avez-vous des questions complémentaires ?
- Quels commentaires souhaitez vous faire sur cette session de formation ?



Pour plus d'informations

- N'hésitez pas à contacter

Me Thierry THAVE

Tél : 04 73 19 19 10

Mail : cabinet.thave@orange.fr